

Sommet de Saint Malo

Intervention de M. Paul Vergès Président du Conseil Régional de La Réunion Président de l'ONERC

Jeudi 30 octobre après-midi - Séance plénière de clôture

Permettez-moi d'abord de rappeler quelques chiffres : nous étions 22 gouvernements régionaux en 2002 à Johannesburg lorsqu'a été fondé le réseau nrg4SD. Nous sommes aujourd'hui 37. A notre Sommet mondial nous accueillons 59 nationalités, 99 gouvernements régionaux et 120 collectivités locales venant de tous les continents. Je considère cela comme un hommage rendu aux régions pionnières - le Pays Basque et la Province du Cap notamment et à celles qui ont poursuivi l'action entreprise - la Bretagne et Sao Paulo en particulier.

Ces deux jours ont révélé l'action des régions. Les interventions ont montré qu'il se passe constamment beaucoup plus que ce que l'on sait et à chaque fois quelque chose de différent. Cette richesse régionale confirme celle du réseau : comment ne pas tirer comme principale leçon de ces deux journées que les régions se révèlent à la fois par leur action convergente avec les efforts des Etats mais qu'elles sont spécifiques par la diversité de leurs situations face au changement climatique et aux conditions économiques et sociales. Il y a là les composantes essentielles pour le renforcement d'un nouvel axe dans les relations internationales.

Vous avez jumelé la vision et l'action d'une région du nord avec celles d'une région du sud de notre monde. C'est là la façon concrète de faire vivre la solidarité au-delà des simples proclamations. Oui il est possible d'agir quelle que soit la situation ; c'est une question de



volonté politique. Nous sommes, à la Réunion, une sorte de petit laboratoire des grands problèmes du monde actuel : progression démographique, zone de grands phénomènes climatiques extrêmes, victimes des conséquences de la mondialisation des échanges avec un prix de la canne à sucre abaissé de 36% après l'accord passé entre l'Union européenne et l'OMC. Alors que faire ? Dans une économie et une société marquée par le modèle occidental nous avons tourné le dos à la solution fondamentale de notre problème qui était de trouver la priorité sur laquelle agir. En utilisant des ressources propres à notre île montagneuse nous avons décidé de parvenir à l'autonomie énergétique en 2025 au plus tard, c'est-à-dire demain. Nous utilisons pour cela l'énergie hydraulique de nos chutes d'eau, l'énergie éolienne des alizés, la biomasse issue de nos plantations de canne à sucre, l'énergie de notre soleil tropical et nos projets, demain, sont d'utiliser l'énergie de la mer et de notre volcan. Nous sommes désormais assurés d'avoir en 2025 notre autonomie pour notre électricité et nos transports car nous souhaitons transformer notre parc automobile aujourd'hui de 350 000 véhicules, de 600 000 en 2025 en un parc totalement électrique.

Ces efforts ont lieu sur notre territoire avec la préoccupation constante du co-développement avec les pays insulaires voisins : Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles. Voilà notre vision du monde, une vision lucide et sans illusion car dans cette action locale nous nous plaçons en permanence dans un cadre global c'est-à-dire mondial. Et nous sommes hantés par le facteur temps car les grands changements en cours actuellement interagissent chaque jour en permanence et aggravent la situation. Si en 15 ans la population de notre île augmentera de 25%, à l'échelle du monde elle passera de 6 milliards et demi en janvier de cette année à 8,3 milliards en 2030 et à 9,2 milliards en 2050 c'est-à-dire dans à peine plus de 40 ans. L'augmentation de la population mondiale entre aujourd'hui et 2050 sera de quelques 2,5 milliards d'individus ; cette seule augmentation représente la population totale de notre terre en 1950 ! Si nous ne prenons pas la mesure de ce défi et la combinaison des conséquences de cette progression normale de la population, avec simultanément les conséquences du changement climatique et celles du bouleversement de la mondialisation, alors nous serons des somnambules.

La lucidité ne veut pas dire pessimisme ni catastrophisme. Le temps nous est compté, pour aujourd'hui et pour demain. Une prise de conscience à tous les niveaux permettra, je l'espère, d'arrêter cette course folle et d'ouvrir la voie à une véritable civilisation. Les travaux concrets de ces deux journées ont été pour nous un élément encourageant de nature à augmenter notre détermination politique dans la lutte contre le changement climatique. Et quelle que soit notre volonté politique le pire n'est pas inévitable.

Je vous remercie.